

PRÉFECTURE DE LA HAUTE-LOIRE

S.C.A.E. - SECTION I

A R R Ê T É N° S.C.A.E. 82/42

portant autorisation d'ouverture d'une fromagerie sur le territoire de la commune de BRIOUDE.

LE PREFET DE LA HAUTE-LOIRE,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU la loi N° 76-663 du 19 Juillet 1976 et le Décret N° 77-1133 du 21 Septembre 1977 relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU la demande présentée par les Produits Laitiers RICHES-MONTS en vue d'être autorisés à la modification du concentrateur de lacto-sérum et à l'extension des caves d'affinages ;
- VU les plans, notice descriptive et mémoire explicatifs du projet annexé à la demande ;
- VU le récépissé du 23 Mars 1971 de la déclaration d'ouverture de l'établissement ;
- VU l'avis des Chefs de Service départementaux intéressés par le projet ;
- VU l'avis de l'Inspecteur des Installations Classées ;
- VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 20 Janvier 1982 ;
- SUR la proposition du Secrétaire Général de la Haute-Loire ;

A R R Ê T É

ARTICLE 1er - M.le Directeur des produits laitiers RICHES-MONTS dont le siège social est situé à CLERMONT-FERRAND - BP 31, est autorisé à modifier le dispositif de concentration du lacto-sérum et à effectuer l'extension des haloirs assurant l'affinage des fromages à la fromagerie exploitée à BRIOUDE, conformément aux plans et au mémoire explicatif joints au dossier.

En outre, la Fromagerie devra répondre aux dispositions des articles suivants :

CARACTERISTIQUES DE L'ETABLISSEMENT

ARTICLE 2 - Activités

L'établissement exercera les activités suivantes :

- 1 - collecte, réfrigération et stockage du lait,
- 2 - pasteurisation du lait avec ou sans conditionnement,
- 3 - fabrication de fromages à pâtes pressées cuites,
- 4 - concentration et séchage de lait et lacto-sérum.

.../...

ARTICLE 3 - Capacité journalière installée

La capacité journalière maximale de l'établissement sera de :
300 000 litres / jour de lait.

AMENAGEMENT ET EXPLOITATION DE L'ETABLISSEMENT

GESTION DES EAUX

ARTICLE 4 - Mesure des prélèvements d'eau

Chaque pompe qui sert au prélèvement d'eau de nappe et de surface sera munie d'un compteur volumétrique ou à défaut d'un compteur horaire totalisateur couplé avec un compteur d'énergie, qui permettra de connaître le nombre de M³ prélevés.

Tous les compteurs de l'établissement seront relevés selon une fréquence arrêtée par l'Inspecteur des Installations Classées et les chiffres consignés dans un registre qui devra, à sa demande, lui être présent.

ARTICLE 5 - Eaux de refroidissement, eaux pluviales non polluées, eaux de condensats

- a) l'établissement ne comprendra pas de refroidissement en circuit ouvert,
- b) les purges des eaux de refroidissement et les eaux pluviales normalement non polluées ne seront pas mélangées aux eaux résiduaires à traiter. Leur collecte sera assurée par un réseau particulier,
- c) la température de rejet dans le milieu naturel des eaux visées à l'alinéa b), éventuellement mélangées avec les effluents de la station d'épuration devra être inférieure à 30 ° C,
- d) les eaux de condensats seront recyclées.

ARTICLE 6 - Eaux de nettoyage, eaux pluviales polluées

Toutes les eaux de lavage nécessaires à l'entretien des véhicules des ateliers et des installations, toutes les eaux pluviales polluées seront collectées dans l'établissement et devront rejoindre le réseau des égouts publics aboutissant à la station de traitement des eaux de BRICUDE.

LUTTE CONTRE LES PERTES DE MATIERES PREMIERES

OU LES REJETS DE SOUS-PRODUITS DU LAIT

ARTICLE 7 - Récupération

L'établissement disposera en permanence d'installations de récupération des sous-produits adaptées à son niveau d'activité.

ARTICLE 8 - Stockage

L'installation devra disposer d'ouvrages permettant de stocker, collecter ou traiter les sous-produits correspondant à la production d'une journée de pointe.

L'ensemble des ouvrages de stockage (de matière première ou de sous-produits) sera muni d'un dispositif automatique empêchant les débordements de liquides.

.../...

ARTICLE 9 - Comptabilité matière

Pour connaître les volumes ou les poids des sous-produits liquides obtenus dans l'établissement, des appareils de mesure seront installés sur les circuits au niveau des pompes ou des bacs de stockage des sous-produits. Ces appareils de mesure seront relevés régulièrement en fonction des cycles de fabrication et les chiffres consignés dans un registre qui devra être présenté, à sa demande, à l'Inspecteur des Installations Classées.

Sur ce même registre seront indiquées la (ou les) destination des sous-produits liquides et les quantités correspondantes.

LIMITATION DES REJETS LIQUIDES ET GAZEUX

ARTICLE 10 - Réduction de la pollution des eaux résiduaires

Déversement des effluents dans un réseau public disposant d'une station d'épuration

a) Le dispositif de pré-traitement est constitué par :

- 1 - un régulateur de P.H. à la sortie du bassin tampon (fourchette du P.H. entre 5,5 à 8,5)
- 2 - un dégrilleur pour éliminer les corps flottants
- 3 - un bassin tampon de 300 m³ assurant la régulation du débit de l'effluent de la laiterie, de façon à éviter la surcharge de la station de BRIOUDE à certaines heures où le rejet est très important.

b) Flux de pollution

Sans préjudice des dispositions régissant les rapports entre l'exploitant de la laiterie et le propriétaire du réseau d'assainissement urbain, le flux de pollution déversé dans ledit réseau devra toujours être inférieur à :

1 200 kg D B 05/J (1277 m³ 86)
2 400 kg D C 0/J 2075 -
600 kg M E S/J

- débit maximal instantané du rejet : 70 m³/heure
- débit moyen maximal pendant une période de 2 heures consécutives : 70 m³/heure
- débit moyen maximal pendant une période de 24 heures consécutives : 1000 m³/jour (1400 m³ au 86)

La température de l'effluent sera inférieure à 30° C
Le P.H. doit être compris entre 5,5 et 8,5

c) Contrôle et mesure

Des mesures de débit et des analyses permettant de connaître la DBO₅, la DCO, les MES de l'effluent rejeté seront faites aux frais de l'industriel chaque mois.

Les résultats des analyses seront communiqués à l'Inspecteur des Installations Classées.

.../...

POLLUTION DE L'AIR

ARTICLE 11 - Prescriptions de rejet des installations de séchage

L'exploitant devra installer un appareillage de dépoussiérage tel qu'en marche normale, de la tour, les émissions de poussière ne dépassent pas 150 mg par mètre cube de gaz humide aux conditions normales de température et de pression.

Pour tenir compte des incidents mineurs affectant la marche de tout dépoussiéreur, les émissions de poussières seront tolérées une demi-heure après chaque période de redémarrage des appareils de la tour de séchage.

Des analyses et des mesures pondérales seront effectuées chaque mois aux frais de l'industriel.

ARTICLE 12 - Lutte contre les déchets

Les déchets seront recueillis, stockés et éliminés dans des conditions évitant les nuisances pour le voisinage et facilitant leur récupération et leur valorisation.

Les déchets d'emballage non souillés seront notamment rassemblés dans des récipients distincts de ceux recevant les sous-produits spécifiques (produits et sous-produits laitiers inaptes à la consommation, boues d'écoulement, etc...). Ces derniers seront collectés à sec, en vue de réduire la pollution des eaux et faciliter leur valorisation.

Les huiles minérales de vidange de moteurs seront recueillies pour être remises à un collecteur en vue de leur régénération, faute d'avoir pu obtenir un agrément pour une autre utilisation.

ARTICLE 13 - Risques d'explosion

Les tours de séchage seront équipées d'évents pour éviter la transmission des explosions.

ARTICLE 14 - Prévention du bruit

Le fonctionnement de l'établissement ne devra pas occasionner en limite de propriété et dans les zones avoisinantes, une élévation du niveau acoustique équivalent, telle que le niveau maximal admissible, évalué conformément à la circulaire du 21 Juin 1976, soit dépassé.

ARTICLE 15 - Documents de contrôle

Les résultats des analyses sur les effluents liquides et gazeux et les enregistrements de débit seront conservés au moins trois ans par l'exploitant et seront présentés, à sa demande, à l'Inspecteur des Installations Classées.

NUISANCES ACCIDENTELLES

ARTICLE 16 - En cas de nuisances accidentelles, l'exploitant adressera sous 15 jours au service des installations classées un compte-rendu sur l'origine de l'accident et les mesures qui ont été prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

ARTICLE 17 - L'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (Titre III) du Code du Travail et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 18 - Les droits des tiers sont formellement réservés.

ARTICLE 19 - L'autorisation donnée par le présent arrêté sera périmée si l'établissement n'a pas été ouvert dans le délai de trois ans ou s'il n'a pas été exploité pendant deux années consécutives, sauf dans le cas de force majeure.

ARTICLE 20 - Faute par le permissionnaire de se conformer aux conditions fixées ci-dessus et à toutes celles que l'Administration jugerait de lui imposer ultérieurement dans l'intérêt de la santé, de la salubrité et de la sécurité publiques, la présente autorisation pourra être suspendue sans préjudice des sanctions pénales prévues par la Loi.

ARTICLE 21 - Une ampliation du présent arrêté restera déposée aux archives de la Mairie pour être communiquée sur place à tout requérant.

Un extrait énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la Mairie de BRIOUDE pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible sur les lieux de l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation. Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

ARTICLE 22 - Le Secrétaire Général de la Haute-Loire, le Sous-Préfet de BRIOUDE, le Maire de BRIOUDE, l'Inspecteur des Installations Classées et les Agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

POUR AMPLIATION

AU PUY, le 14 AVR. 1982

Pour le Préfet

Pour le Préfet

Le Chef de Bureau Délégué,

Le Secrétaire Général,



Signé: Francis SPITZER

67